



Compte-rendu

Commission nationale énergie du vendredi 1^{er} mars 2024

Suite au communiqué sur la loi visant à protéger le groupe EDF d'un démembrement, il sera nécessaire d'avoir une réflexion sur les coûts des réseaux qui ne cessent de grimper. Ils sont inclus dans la facture des usagers.

Sur le dossier ASN/IRSN, les discussions nous ramènent au rapport entre science/savoirs et le politique. La démocratie est une lutte permanente. Sur ce dossier, il y a une méconnaissance de l'instruction puisqu'est érigée en permanence la séparation de l'expertise et de la décision comme un pur dogmatisme. Pourtant, il n'y a pas d'expertise sans décision et pas de décision sans expertise.

La question centrale est celle des moyens humains et matériels pour réussir la « relance » du nucléaire civil.

Quand on constate que c'est Yves Marignac, Negawatt, qui tient le micro sur le podium lors des mobilisations syndicales, on est en droit de s'interroger sur qui tire les ficelles ? Dans un tel dossier, la responsabilité politique qui est la nôtre n'est pas d'aller dans le sens du vent mais d'avoir une véritable réflexion sur la sûreté et la radioprotection.

Au nom de l'information et de la transparence, il y a la « bataille » qui continue contre le nucléaire civil (LFI + Écologistes + PS).

La dualité, dont il est question à chaque fois, doit être basée sur d'une part la responsabilité de l'exploitant dans la construction et l'exploitation des installations et les contrôles à effectuer.

Globalement, sur le dossier du nucléaire, nous avons besoin d'avoir une réflexion sur notre vision d'un développement du nucléaire harmonieux et de clarifier certaines de nos positions vis-à-vis des annonces de Macron d'une part et des réductions budgétaires pour la recherche et développement et l'écologie : prolongation de la Hague, Astrid, tension sur l'uranium, RNR en opposition aux REP, SMR (leur localisation hors site nucléaire existant, la gestion des déchets ? Notre réflexion sur la sûreté doit être poussée comme les coopérations à l'international et la maîtrise publique.

Face à l'urgence climatique et au besoin d'électrification, il n'y a pas d'autres choix que celui de l'électronucléaire.

Force est de constater que nous sommes face à un certain auto-sabordage de la filière nucléaire (coût pharaonique, manque de formation technique, tissu industriel appauvri...). La politique d'emploi d'EDF de ces dernières années a consisté à se délester de ses techniciens alors que les besoins sont énormes.

Dans la campagne des élections européennes, le discours doit être entendu sur le nucléaire. Léon Deffontaines s'il est élu, doit rappeler qu'il se battra pour que le nucléaire fasse partie des solutions pour lutter contre le réchauffement climatique et qu'il bataillera pour obtenir les moyens financiers et humains pour le développer en Europe et en garder la maîtrise publique.